

# Discours de MARIE-HÉLÈNE SKA

## Secrétaire générale de la CSC

«Les êtres humains naissent égaux en dignité et en droit». *Déclaration universelle des droits de l'homme* – article 1

«Le travail n'est pas une marchandise.» *Déclaration de Philadelphie*

Ces deux principes sont à la source de notre travail syndical.

Or, 2025 a été marquée par des décisions politiques qui ignorent ou nient ces valeurs, qui oublient ou qui nient les réalités les plus élémentaires de la vie.

Des vies comme celle de Christine, 55 ans, qui a enchaîné pendant 20 ans des mini-contrats et des temps partiels, et qui, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, a perdu ses allocations de chômage. Pas parce qu'elle ne souhaitait pas travailler, mais parce qu'elle avait à prendre soin de sa maman largement dépendante. Des vies comme celle de Nathan, 24 ans, jeune diplômé, qui percevait des allocations d'insertion depuis un an et qui, lui aussi, se retrouve sans soutien. Ce sont 18 500 Nathan qui, depuis le 01 janvier 2026 se retrouvent sans ressources.

Au total, ce seront courant 2026, 172 005 personnes qui seront exclues de revenus, et pour beaucoup, de tout droit. Ce dont se glorifie le ministre de l'Emploi.

Ali, 37 ans, travaille la nuit dans une entreprise pharmaceutique à Neder-Over-Heembeek. Ali craint désormais d'être mis en concurrence avec des collègues nouvellement engagés, payés moins cher.

Patrick a commencé à travailler dans le secteur de la construction à l'âge de dix-neuf ans. De graves problèmes de dos et des périodes de chômage ont interrompu sa carrière. Lorsqu'il s'arrête à 62 ans, il ne totalise pas 35 années de travail effectif et s'il peut s'arrêter de travailler, il va voir le montant de sa pension amputée d'un malus pension, à vie. Pour Patrick, le malus ressemble à une double peine: son corps l'a lâché, et maintenant, le système le punit à nouveau.

Et cela, nous ne pouvons l'accepter. Parce que, derrière les chiffres et les tableaux Excel, il y a des per-

sonnes. Des personnes qui méritent respect et dignité, pas le mépris d'un monde politique et économique qui confond audace avec austérité. L'audace, la vraie, c'est celle qui se traduit par des réponses concrètes aux besoins de la population, adaptées aux réalités de vie et de travail. La vie n'est pas un trajet linéaire.

Prendre soin de proches, respecter son corps et ses limites, faire avec les aléas de la vie conduit à des «choix» professionnels et de revenus qui ne cadrent pas avec une vision «pure» des mécanismes existants.

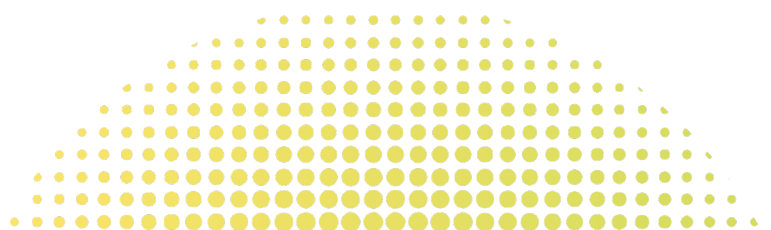
Mais dans un monde en profonde mutation, où de nombreux repères se perdent, ce qui conduit à un plébiscite des extrêmes, notre exigence à l'égard des responsables politiques est une prise en compte de ces réalités, un soutien à ces conditions quotidiennes de vie.

Tel est le sens des mobilisations menées en 2025.

À l'aube de 2026, nous partageons l'ambition de rester aux côtés de chacune et chacun, mais également de montrer, concrètement, les alternatives à cette fuite en avant, à cet aveuglement face au quotidien.

Il faut que cela change!

Parce que, pour nous, le travail n'est pas une marchandise, pour que chacune et chacun soit à nouveau égal en droits et en dignité.



# Discours de CHARLOTTE RENOUPREZ

## Présidente des Équipes Populaires

Le premier mois de l'année 2026 n'est pas encore terminé qu'il est déjà difficile de tenir à jour le décompte des exclusions. La quantité de mesures prises par nos gouvernements Azur et Arizona qui vont directement appauvrir les ménages est longue, tellement longue qu'on n'aurait pas assez de cette soirée pour les énumérer. Plus d'une centaine vont coûter directement de l'argent à des ménages qui, pour certains, n'en avaient déjà pas en suffisance pour vivre décemment. Ces mesures, elles sont prises sous couvert de «bonne gestion budgétaire», de «nécessité de réduire les dépenses», de «rétablir l'équilibre». Nous ne sommes pas dupes. Les écarts de richesse ne font qu'augmenter: les plus précaires sont appauvris et, dans le même temps, les plus nantis sont épargnés du soi-disant effort collectif.

Cette stratégie n'est ni étonnante ni nouvelle: affaiblir l'État social, les contre-pouvoirs, décrédibiliser tout ce qui crée du lien et de la solidarité chaude dans la société, et comme seule réponse, proposer le privé et l'individu maître de son destin, entrepreneur de lui-même. L'usage qui est fait de la fiscalité cadre complètement avec cette vision méritocratique et individualiste imposée par nos gouvernements. Ils utilisent la fiscalité pour récompenser «les méritants», ceux qui ont déjà bien en suffisance, et punir celles et ceux considérés comme «non» ou «moins» productifs. Tout cela au détriment du bien commun, des services publics et collectifs, de la Sécurité sociale, la société dans son ensemble. Aux Équipes, on appelle ça le ruissellement de la misère. Car si le ruissellement de la richesse est un mythe, celui de la misère est bien réel. En fragilisant les protections sociales, on fragilise des personnes, puis des familles, puis des quartiers... Puis l'ensemble de la société. A fortiori quand, dans le même temps, les épaulés les plus larges sont épargnés.

La fiscalité n'est plus vue comme un outil collectif permettant de réguler les écarts de richesse, mais comme un outil de division et de mérite, injustement prélevé et injustement réparti. Elle est utilisée comme un épouvantail, détournant notre attention des vrais enjeux, des écarts de richesse qui ne font qu'augmenter. Le narratif anti-impôt n'a jamais été aussi virulent. Ne tombons pas dans le panneau. Cette dynamique est tellement puissante que même les partis progressistes adoptent parfois cette posture. Et là, nous avons un gros problème. Car ce mécanisme est essentiel et fondamentalement démocratique: c'est ce que nous décidons de mettre en commun pour vivre ensemble et nous assurer d'une sécurité collective.

S'il n'est pas étonnant pour la droite d'avoir du mal avec l'impôt, ça l'est beaucoup plus pour nos alliés de gauche, qui devraient pouvoir porter une vision positive de l'outil fiscal. Et nous constatons que ce n'est plus forcément une évidence... Aux formations politiques qui partagent nos idéaux d'égalité et de justice fiscale: de grâce, incarnez la solidarité, la redistribution, la justice à travers la fiscalité, développez un imaginaire collectif positif et émancipateur autour de celle-ci! Car faire de la fiscalité un outil d'équité, plutôt qu'un levier de privilège, c'est restaurer la confiance collective en notre démocratie, en un état protecteur, en une société où chacun.e ait une place.

Comme présidente d'un mouvement reconnu en éducation permanente, il m'est impossible de ne pas terminer en m'attardant un instant sur les attaques faites aux corps intermédiaires, aux acteurs du socio-culturel, à l'éducation permanente. Nous entendons que «chacun doit faire sa part». Mais dire cela est violent en ce que (1) cela sous-entend que nous ne faisons pas «notre part». Or, nous faisons déjà plus que cela en travaillant à tout ce qui fait lien et liant dans la société avec des bouts de ficelle, en nourrissant et faisant grandir la démocratie et en répondant directement à des besoins individuels et collectifs mal ou non assurés par les pouvoirs publics. Et (2) renverse la charge de la responsabilité de la situation budgétaire actuelle, positionnant notre indignation face aux attaques que nous subissons comme un «refus de contribuer à l'effort collectif». Nous serions des irresponsables. Or, de quel effort collectif parlons-nous? Le contre-rapport Éconosphères sur la dette publique de la Fédération Wallonie Bruxelles est très clair: il s'agit d'une rhétorique permettant de justifier politiquement les coupes budgétaires dans les secteurs clés de la société. Les difficultés budgétaires ne résultent pas de dérives des dépenses publiques, mais d'un problème institutionnel auquel d'autres réponses que l'austérité budgétaire peuvent être apportées.

Pour cette année, je ne formulerai pas de souhait ou de vœux, mais bien un engagement. Celui de continuer à faire ce que nous faisons de mieux, et qui semble en déranger certains: construire du collectif et de l'esprit critique, de la solidarité chaude. Construire la lutte et l'émancipation individuelle et collective depuis notre ancrage local, dans les quartiers, dans les villes et dans les campagnes. Donner à voir ce que peut être une société qui se donne les moyens de tendre vers l'égalité, la justice sociale.

# Discours d'ÉLISE DERROITTE

## Vice-présidente de la MC

Joan Tronto disait : « On pourrait vivre dans une société meilleure où l'on prendrait soin les uns des autres. » C'est une affirmation normative qui met des balises sur ce que pourrait être un modèle démocratique sain où chacun aurait la possibilité de participer à la vie démocratique. On pense qu'il y a certains modèles de société qui favorisent cette manière de prendre soin. Il y a d'autres modèles de société qui rendent extrêmement difficile la vie de ceux qui prennent soin les uns des autres. C'est par ce prisme qu'on veut évaluer les politiques qui sont menées. C'est-à-dire qu'on ne veut pas le faire à partir d'une vision qui serait désincarnée ou idéologisée. On veut le faire à partir de l'impact concret que cela a dans nos réalités. Notre cœur de mission comme MC, c'est bien de défendre les droits humains, la démocratie sociale, la concrétisation du droit à la santé.

Et bien entendu, ce que l'on constate aujourd'hui, c'est que plein de personnes qui donnent et qui reçoivent du soin sont vulnérabilisées. Je ne dois pas vous parler de la pénurie du personnel soignant qui est liée à leurs conditions de travail qui sont fortement détériorées; je ne dois pas vous parler de toutes les personnes qui donnaient du soin et qui pouvaient bénéficier des dispositifs d'aménagement.

Mais le groupe qui nous préoccupe le plus, ce sont toutes les personnes qui vont être responsabilisées individuellement: tous les malades de longue durée sur lesquels on pose la suspicion – qu'ils ne seraient pas assez motivés de reprendre le travail; que ce serait un déficit d'intérêt, que ce serait une situation confortable... Les personnes qui sont malades, la plupart, en fait, décèdent en étant malades.

Il faut qu'on puisse reconnaître que d'abord, c'est un problème et un enjeu collectif. On voit de plus en plus de dispositifs qui mettent à mal les dispositifs de concertation. On voit que, par exemple, la gestion paritaire des systèmes de santé dans laquelle on est très impliqué est de plus en plus contrainte, de plus en plus limitée dans sa capacité d'innovation sociale et de proposition de nouvelles solutions en accord avec le terrain et en respect des prestataires et des personnes malades.

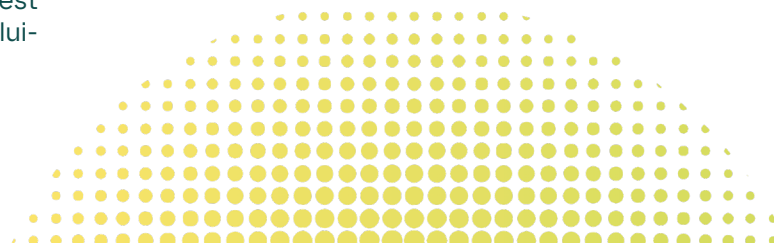
Et ce sont tous ces indicateurs qui font qu'on arrive dans un modèle de société qui ne défend pas notre vision du prendre soin. C'est-à-dire qu'on est dans un système qui, lui-même est malveillant, lui-

même crée de la maladie, lui-même crée des incapacités de travail.

Si je dois exprimer mes vœux en tant que Mutualité chrétienne, j'aimerais qu'on puisse nous permettre de faire une politique au sens premier du terme, c'est-à-dire faire de la politique au sens de permettre à chacun et à chacune de participer à la vie démocratique et, pour moi, la condition de possibilité de cela, c'est qu'on puisse avoir de l'espace pour prendre soin les uns des autres.

Silvia Federici disait: « Il n'y a pas de commun sans une communauté et il n'y a pas de communauté sans prendre soin. » Si on n'arrive pas à reconnaître la vulnérabilité de l'autre en soi, si on n'arrive pas à créer de l'espace pour ce « prendre soin », on n'a même pas les conditions élémentaires qui nous permettent de créer un mode de vivre ensemble.

Je nous souhaite qu'on parvienne à renforcer et à préserver tout ce qui nous permet de prendre soin, y compris au niveau sociétal, qui nous permet de créer du collectif et qui nous permet de remettre la participation effective à la démocratie pour chacun et chacune, quelle que soit sa vulnérabilité, quelle que soit sa situation de santé et quelle que soit son ambition et sa capacité de participation.



# Discours de THIerno ALIOU BALDÉ

## Coordinateur national de la JOC

Nous sommes réunis aujourd'hui pour dénoncer ce que les analyses appellent déjà «la politique migratoire la plus dure jamais menée» en Belgique: l'accord du gouvernement Arizona. Sous couvert de «contrôle» et de «sobriété», cet accord dessine un projet de société fondé sur la suspicion, l'exclusion et, plus grave encore, sur une dimension raciste et discriminatoire qui ne dit pas son nom.

Le premier pilier de cette dérive est la stigmatisation systématique de l'étranger, présenté par défaut comme un «fraudeur» ou un «abuseur» du système. L'accord Arizona ne se contente pas de durcir les règles; il impose une vision du monde où la personne migrante est une menace potentielle. Cette logique se cristallise dans la création d'une «déclaration du primo-arrivant» contraignante, exigeant l'adhésion à des «valeurs et normes» prétendument absentes chez l'autre. C'est une mesure inutile et stigmatisante qui suggère que les étrangers rejettent d'emblée nos valeurs démocratiques.

Cette discrimination devient systémique lorsqu'elle s'attaque aux plus précaires:

- Le droit d'asile est trié par nationalité: le Pacte européen, que l'Arizona veut appliquer avec un zèle décuplé, prévoit un filtrage aux frontières basé sur l'origine, réservant des procédures «accélérées» et expéditives à certaines nationalités.
- La migration étudiante est suspectée: le gouvernement prévoit de suspendre les visas d'études pour les ressortissant-es de pays où la «fraude serait monnaie courante», sans jamais nommer ces pays, laissant la porte ouverte à un arbitraire basé sur des préjugés géographiques.
- Le regroupement familial est saboté: en augmentant les conditions de revenus à 110% du salaire minimum et en imposant des tests d'intégration préalables, on transforme un droit fondamental en un privilège réservé aux plus nanti-es. C'est une politique qui brise les familles et crée une «vie familiale à géométrie variable» selon le statut administratif.

L'accès à la citoyenneté elle-même devient une barrière de classe et de race. En multipliant par six les droits d'enregistrement pour obtenir la nationalité (passant à 1 000 euros), le gouvernement réserve la belgitude à une élite financière. En exigeant un niveau de langue B1 et en supprimant les preuves d'intégration sociale par le travail, on exclut délibérément ceux qui, malgré leurs efforts, n'ont pas accès aux codes

académiques ou technologiques.

La violence de cet accord se lit aussi dans son arsenal répressif:

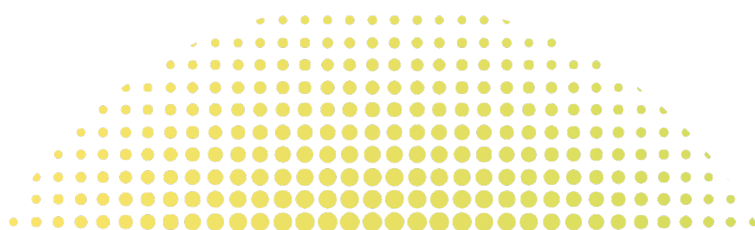
1. La consultation automatique des téléphones portables des demandeur-ses d'asile, une intrusion brutale dans la vie privée.
2. Le retour des visites domiciliaires, qui ne sont rien d'autre que des possibilités de rafles stigmatisant davantage les étrangers.
3. Le doublement de la capacité des centres fermés et la menace du retour de la détention des enfants.

On nous parle d'intégration, mais l'Arizona organise l'insécurité juridique permanente. Comment peut-on demander à quelqu'un de s'intégrer quand on menace de lui retirer son titre de séjour à tout moment s'il ne réussit pas un test de langue ou s'il a besoin de l'aide sociale? L'intégration est présentée comme une faveur que l'on «mérite», une «récompense» après un parcours du combattant, plutôt que comme un processus mutuel d'inclusion.

En conclusion, cet accord ne vise pas une gestion humaine des migrations. Il cherche à décourager, exclure et précariser. En liant l'aide sociale, le droit au séjour et même la nationalité à des critères de richesse et d'origine, le gouvernement Arizona bafoue l'État de droit et la dignité humaine.

L'intégration, dans cette vision, n'est plus un pont, mais un mur. C'est un test de conformité imposé à ceux que l'on refuse de voir comme des égaux. Nous devons résister à cette politique qui, au lieu de construire le vivre-ensemble, choisit d'exacerber les stéréotypes et de mettre en péril la paix sociale.

Pour reprendre une image forte, l'intégration selon l'Arizona ne ressemble pas à une main tendue, mais à une course d'obstacles sans fin où l'on déplace la ligne d'arrivée à chaque fois qu'un coureur étranger s'en approche.



# Discours d'AMÉLIE SERVOTTE

## Secrétaire générale de Vie Féminine

Chez Vie Féminine, nous sommes extrêmement préoccupées par l'ensemble des mesures discutées aujourd'hui.

En premier lieu, je reviendrai sur les exclusions du chômage. Si les femmes représentent 46% des personnes exclues, elles sont surtout surreprésentées parmi les allocataires les plus fragilisés: travailleuses à parcours discontinu, à temps partiel, aidantes proches ou cohabitantes qui vont se retrouver sans revenu (elles n'auront rien au CPAS), des travailleuses âgées qui n'ont aucune chance de retrouver un emploi, subissant parfois une triple discrimination.

Des attaques visent également les parcours d'intégration socioprofessionnelle. À Mode d'Emploi, nous travaillons avec des publics de femmes qui ont besoin de temps de formations spécifiques avant d'intégrer des parcours classiques. Or, ces dispositifs sont aujourd'hui mis en danger et ne seront plus financés. C'est la menace qui pèse sur les femmes dans la recherche d'un emploi.

Concernant l'accueil de l'enfance, des attaques y sont menées également. La non-indexation des milieux d'accueil entraînera une perte de places. Non seulement ce sont des femmes qui vont perdre leur emploi, mais ce sont aussi des femmes qui ne pourront pas en retrouver, faute de solutions collectives pour garder leurs enfants. Elles devront peut-être «bricoler» des solutions, ce qui encouragera le travail au noir. Nous sommes là face à une hypocrisie totale.

L'impact de la réforme des pensions sur les pensions des femmes est tout aussi dramatique pour les femmes. L'écart de pension entre hommes et femmes va augmenter significativement. Il est hypocrite de supprimer les mécanismes garantissant une pension décente sous prétexte qu'ils seraient des «pièges à l'emploi». On instrumentalise les droits des femmes pour diminuer leurs revenus, ce qui va renforcer leur dépendance économique vis-à-vis de leur conjoint.

La fiscalité doit devenir un outil d'équité. C'est un levier essentiel pour obtenir des droits et encourager la dignité humaine et permettre à chacun et chacune de vivre de manière autonome.

Par rapport à la société de soins, je souhaite faire un focus sur les personnes en maladie de longue durée. Les femmes y sont surreprésentées. Dans les dépressions et les burn-out, on est à 70% de femmes. Nous devons nous interroger sur cet épuisement actuel des femmes dans notre société: pénibilité des

métiers féminins, double journée de travail avec des inégalités persistantes dans la répartition des tâches ménagères. Les mesures de flexibilisation de l'emploi vont aggraver l'état de santé de ces travailleuses en les forçant à retourner dans des emplois qui abiment leur santé. Cela nous inquiète fortement.

Enfin, je clôturerai sur la politique migratoire. Nous dénonçons une politique qui porte les marqueurs de l'extrême droite, qui viole les droits humains et qui s'attaque aux femmes le plus vulnérables. Celles qui se retrouveront privées de regroupement familial, celles qui passeront cinq ans sans aide sociale ni revenu. Une situation dramatique.

Toutes ces mesures – qu'elles soient migratoires, en santé ou socio-économiques – constituent pour nous des violences institutionnelles et économiques à l'égard des femmes, contre les femmes. En rendant les femmes plus dépendantes économiquement de leurs partenaires, on augmente les risques de violences et on restreint leurs échappatoires à la violence. La campagne 2025 de Vie Féminine s'intitulait: «Partir pour ne pas y rester.» Combien de féminicides supplémentaires devons-nous déplorer à cause de toutes ces mesures? On est à un minimum de 23 féminicides en 2025. Je n'ose imaginer la suite dans les prochaines années.

L'année 2026 sera importante au niveau belge: elle marquera les dix ans de la ratification de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes. Un nouveau Plan d'Action National (PAN) contre les violences fondées sur le genre couvrira la période 2026-2031. Vie Féminine plaide pour l'intégration dans ce plan du «Pack nouveau départ», qui prévoit notamment une aide financière d'urgence. Cette aide est indispensable, car le risque de féminicide est accru.

Nous devons nous battre contre les reculs, mais aussi pour des avancées. Dans le cadre de ce plan d'action national, je vous invite toutes et tous à militer pour que ce «Pack nouveau départ» y soit intégré.

Nous allier pour la démocratie, agir pour l'égalité, ce n'est pas juste un slogan au MOC: nous sommes toutes et tous ici présent-es pour le démontrer. Je vous remercie de nous soutenir dans cette action.

# Discours d'ARIANE ESTENNE

## Présidente du MOC

Maintenant que la stratégie de rupture du pacte social a bien été décrite, à travers l'empilement des exclusions multiples, maintenant que nous avons pu voir aussi comment chacune de ces exclusions – et donc de ces nouvelles inégalités – se combine et s'amplifie, comment ces politiques nous projettent dans un monde de plus en plus injuste, je voudrais insister sur la stratégie globale qui s'opère délibérément et qui avait déjà été parfaitement anticipée par Michel Foucault. Au-delà de toutes les exclusions individuelles, et bien sûr dramatiques pour les personnes concernées, c'est bien l'accumulation de ces exclusions qui mine la démocratie et déconstruit progressivement son cadre institutionnel en le rendant inopérant. Cela va être le cas pour le CPAS, et certainement aussi pour une partie du champ associatif qui n'aura plus les moyens de répondre aux besoins de la population. En cela, ces évolutions organisent la désolidarisation, et en même temps la déstructuration de la société, sa « désintermédiation ».

Il y a quelques années, quand on parlait de politiques d'exclusion, on se référait à des politiques publiques qui ne touchaient pas un certain pan de la population, mais aujourd'hui, on fait face à des attaques systématiques et coordonnées de tout ce qui fait l'État social protecteur. Foucault avait bien averti sur les risques de cette politique de « gestion des masses sociales ».

Désormais, dans le basculement hors de l'État social, il ne s'agit plus de soutenir l'autonomie des personnes en s'intéressant à leurs besoins, mais bien de stigmatiser leurs conduites. Le stigmatiser, de façon à les assujettir dans des régimes d'activation et de sanction, bref contrôler et punir, ce qui est un véritable changement de paradigme. Dans ce sens, « exclure », c'est en fait transférer des coûts pour en répartir différemment la charge. Autrement dit, c'est détruire un système de sécurité pour financer un système de précarité. On nous fait croire que ça réduirait ces coûts, mais nous disons qu'en réalité, cela transfère des coûts et permet surtout d'éviter une politique réellement créative, courageuse, audacieuse.

Les gouvernements sont en train de nous conduire vers un État de personnes précarisées, complètement dépendantes de leurs proches. On ne peut pas se permettre d'être complices de cette dérive anti-sociale et le MOC se pose en rupture avec cette stratégie de précarisation généralisée. Par manque d'outils et surtout de vision politique, l'Arizona s'en tient à ce qui est le mieux connu : l'austérité bête et méchante.

Un État faible ne sait faire qu'une seule chose : s'en prendre aux faibles, en abandonnant au passage la force protectrice du droit.

Mon deuxième point concerne évidemment l'international : comprendre ce qui précède pour la Belgique, nous amène d'autant mieux à repérer les multiples répliques de ce « capitalisme du choc » à l'international : Palestine, Congo, Vénézuéla, Iran, mais aussi Soudan, Madagascar, Haïti, Syrie : les directions prises aujourd'hui par les grandes puissances mondiales, le retour à l'impérialisme militaro-commercial, et au fascisme dans ses multiples formes contemporaines, contre le droit international et tout ce que l'on a construit depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ces directions-là manquent, là encore, cruellement de vision pour l'avenir de la planète, autant que d'ambition et de courage pour construire collectivement les conditions d'une paix durable.

Et une fois encore, la seule réponse à apporter à cette déroute se trouve bien sûr du côté d'institutions internationales véritablement démocratiques et du côté d'un nouvel internationalisme, basé sur le respect absolu de l'autodétermination des peuples. Pour porter cette stratégie, nous, les mouvements sociaux et organisations sociales, avons besoin d'alliances fortes, à tous les niveaux, y compris avec les partis politiques progressistes pour empêcher la destruction de nos droits les plus fondamentaux, comme la destruction des institutions qui les garantissent : la justice, l'école, les médias publics, l'éducation permanente. Nous avons besoin de partis politiques de gauche forts pour défendre le fait associatif, le mouvement mutualiste et le syndicalisme.

Les prochaines journées de mobilisations sont annoncées : le dimanche 25 janvier, nous nous mobilisons pour l'enseignement et l'avenir de la jeunesse. Et le jeudi 12 mars, on rebloque le pays avec une manifestation nationale contre l'Arizona. Plus que jamais, la stratégie de rupture à laquelle le MOC a appelé lors de notre congrès de 2023 s'avère d'une actualité brûlante : contre la destruction du pacte social, il est urgent de s'allier avec les multiples initiatives de tous les groupes minoritaires – et minorisés – qui résistent à ce capitalisme guerrier, destructeur de nos libertés et destructeur de la vie en général. L'urgence sociale et environnementale est partout aujourd'hui. Rompre avec cet ordre par en bas pour réapprendre ensemble à faire démocratie est la seule issue envisageable. Avant-gardisme, postcapitalisme et internationalisme sont mes meilleurs vœux pour 2026.